

## **INVITATION À UNE TABLE RONDE AU PARLEMENT EUROPÉEN**

# **Défiant le pouvoir des sociétés multinationales – Investissements et impunité – Quelles alternatives ? Vers un Traité International des Peuples**

**Jeudi 5 septembre 2013, 15.00-18.30**

**PARLEMENT EUROPÉEN**

**Salle ASP 3G3**

(Interprétation en: EN, FR, DE, ES, NL, DA, EL, PT, SV, CS, LV, HR)

L'impunité des Sociétés Transnationales (STNs) dans les cas de violations des droits humains et de crimes économiques et environnementaux à l'échelle mondiale, ainsi que la nécessité de normes contraignantes s'appliquant aux activités de ces sociétés, constituent des thèmes centraux de l'agenda des mouvements sociaux et des organisations de la société civile au niveau international. Cela s'est par exemple illustré à la Conférence de la Société Civile de Vienne+20 tenue à Vienne les 25 et 26 juin 2013. Malgré le fait que les sociétés transnationales aient participé à créer les crises actuelles, tant au niveau mondial qu'europeen, elles continuent à accumuler des bénéfices considérables, particulièrement par la – toujours – plus grande privatisation et par le démantèlement des services publics européens et des droits du travail. Le rôle des transnationales dans les crimes économiques et écologiques a été largement documenté, et pourtant elles ne sont pas jugées pour ces crimes et elles continuent à avoir un rôle important dans l'élaboration des politiques injustes et antidémocratiques au sein de l'UE (par exemple, l'initiative sur les Matières Premières, l'"Économie Verte", les nouveaux accords de commerce et d'investissement catastrophiques à la fois pour l'Europe et pour le Sud Global) et continuent de dominer l'espace politique des gouvernements, tant au niveau des Nations Unies que de l'OMC et de l'Union Européenne.

L'objectif de la Table Ronde est d'approfondir le débat sur l'impunité corporative et d'introduire des éléments clés d'alternatives émergentes qui défendent l'intérêt public et la fin de l'impunité des transnationales, telles que: un Traité International des Peuples, la constitution d'une Cour Mondiale/un Tribunal des Sociétés Transnationales et la reconnaissance des obligations extra-territoriales (ETO), un registre des groupes de pression actifs au Parlement Européen, entre autres choses. Pour cela, nous allons discuter des propositions concrètes pour une action conjointe du Parlement Européen et de la société civile en 2013-2014.

La Table Ronde sera présidée par Gabriele Zimmer, Présidente du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) du Parlement Européen, et comptera également la participation de parlementaires européen-ne-s de différents groupes politiques, ainsi que d'acteurs clés des mouvements sociaux, syndicats, communautés affectées, experts au niveau juridique et des Droits humains. Il s'agit d'un événement organisé par le groupe parlementaire européen GUE/NGL en coordination avec des réseaux de la société civile tels que: la Campagne pour le Démantèlement du Pouvoir Corporatif et mettre fin à l'impunité des sociétés transnationales, le réseau Enlazando Alternativas, TNI, ODG, Ecologistas en Acción, War on Want, OMAL - Paz con Dignidad, CADTM y la Red Seattle-to-Brussels.

Ci-joint le programme détaillé

Pour plus d'information, voir: <http://www.stopcorporateimpunity.org/?lang=es>

# Défiant le pouvoir des sociétés multinationales – Investissements et impunité – Quelles alternatives ? Vers un Traité International des Peuples

Jeudi 5 septembre 2013, 15.00-18.30

PARLEMENT EUROPÉEN

Salle ASP 3G3

(Interprétation en: EN, FR, DE, ES, NL, DA, EL, PT, SV, CS, LV, HR)

## PROGRAMME

<b>Introduction</b>	15.00 – 15.15	
Encadrement du Forum	Gabriele Zimmer – <i>Présidente de la Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) du Parlement Européen</i>  Juan Ramón Quintana – <i>Ministre de la Présidence de l'État Plurinational de Bolivie</i>	
Contexte: La Campagne Globale et le Traité International des Peuples	Brid Brennan – <i>Transnational Institute – Campagne pour le Démantèlement du Pouvoir Corporatif et pour mettre fin à l'impunité des Sociétés Transnationales</i>	
<b>Session 1: Défense de l'intérêt public et Justice face à l'intensification de l'offensive corporative contre les Droits humains, sociaux et du travail</b> 15.15 – 16.00		
Défis et nouveaux risques liés à l'intensification de l'offensive corporative et l'approfondissement de l'architecture de l'impunité (commerce global, régime d'investissements – TLCs, TBIs, TTIP), Paquet de l'OMC pour Bali, instruments ISDS et industrie de l'arbitrage.	- Alberto Villareal – <i>Redes (Uruguay) - Network on Justice in Investment</i>  - Tom Kucharz - <i>Ecologistas en Acción / Seattle to Brussels Network</i>	Modération: Gabriele Zimmer – <i>Présidente de GUE/NGL</i>
Réponses depuis le Parlement Européen et les partis politiques  En défense de l'intérêt public	Helmut Scholz – <i>Membre du Parlement Européen – GUE/NGL</i>  Ska Keller, – <i>Membre du Parlement Européen - Les Verts / Alliance Libre Européenne</i>  Richard Howitt, – <i>Membre du Parlement Européen – Alliance Progressiste de Socialistes et Démocrates (à confirmer)</i>	Modération: Erika González – <i>Observatorio de Multinacionales en América Latina, Paz con Dignidad (OMAL - Espagne)</i>
<i>Forum débat</i>		

<p><b>Session 2: Construire un Traité International des Peuples sur des obligations contraignantes pour les sociétés transnationales (STNs), et une Cour Internationale pour juger leurs crimes et mettre fin à leur impunité</b></p> <p>16.00 – 17.45</p>		
Introduction sur la proposition du Traité International des Peuples	Alejandro Teitelbaum – <i>Expert juridique international, Argentine – France</i>	Présidé par: Helmut Scholz – <i>MEP du GUE/NGL</i>
Violations des Droits humains et du travail et impunité corporative		Modération: Jan Willem Goudriaan, Secrétaire Général de la Fédération Européenne de Syndicats des Services Publics (EPSU) (à confirmer)
Cas 1 – Secteur Minier / Extractiviste	Rehad Desai - <i>President de la Campagne de Soutien à Marikana , Afrique du Sud</i>	
Cas 2 – Secteur Textile	Amirul Haque Amin – <i>Président du National Garment Workers Federation, NGWF, Bangladesh</i>	
Cas 3 – Accaparement de terres	- Josie Riffaud - <i>La Vía Campesina</i> - Paula Alvarez - <i>Grupo Semillas, Colombia</i>	
<i>Obligations extra-territoriales (ETOs) et la proposition d'une Cour Internationale pour les Sociétés Transnationales</i>	Rolf Künnemann - <i>ETOs Consortium &amp; FIAN International, Allemagne</i>	
Cas 4 – Privatisation de l'Europe: le cas de la Grèce	Maria Kanellopoulou – <i>Save Greek Water Campaign, Grèce</i>	
Dénonciation de la cooptation corporative de l'Union Européenne et des Nations Unies	Olivier Hoedeman - <i>Corporate Europe Observatory, Belgique</i>	
<i>Forum débat</i>		
<p><b>Propositions pour le futur</b></p> <p>17.50 – 18.30 (*)</p>		
<p>Défis dans la construction d'un Traité International des Peuples</p> <p>Comment le Parlement Européen peut-il contribuer aux efforts de la société civile?</p> <p>Agenda et propositions politiques en vue des élections du Parlement Européen de 2014</p>		<p>Gabriele Zimmer – <i>Présidente de GUE/NGL</i></p> <p>Josua Mata - <i>Alliance for Progressive Labour, Philippines</i></p> <p>Juan Hernandez Zubizarreta - <i>Professeur à l'Université du Pays Basque (UPV-EHU), État espagnol</i></p>
<p>(*) Il y aura une communication par vidéo-conférence avec le Sommet des Peuples sur le G20 (Moscou) entre 18.00 et 18.10.</p>		